

+

+

LES REGIMES ARABES ET LE CONFLIT ALGERIEN

M L Zitout
ex-Diplomate Algérien

1. Introduction	848
2. Facettes du soutien arabe au régime algérien	848
2.1. Soutien politique et diplomatique	848
2.2. Coopération sécuritaire	850
2.3. Aide financière	852
2.4. Support idéologique	852
2.5. Propagande médiatique	853
3. Fondements de la politique algérienne du monde arabe	853
3.1. Apathie et désengagement arabe	853
3.2. Action diplomatique algérienne dans le monde arabe	854
3.3. Dégradation de la situation des droits de l'homme dans le monde arabe	855
3.4. Carence de légitimité populaire dans le monde arabe	855
3.5. Absence d'une action intellectuelle	855
4. Conclusion	858

+

+

+

+

1. Introduction

Lorsqu'on fait le bilan des réactions du monde arabes face aux massacres en Algérie, on constate qu'elles ont été bien en deçà de la dimension catastrophique de la tragédie qui a secoué un pays frère. Le recensement des principales réactions arabes à la tragédie que vit le peuple algérien montre à quel point elles ont été épisodiques, timides et inefficaces, c'est-à-dire incapables d'influencer positivement les événements en Algérie.

Les réactions officielles arabes peuvent se résumer en un soutien solidaire au régime militaire algérien, en particulier dans son refus de toute enquête indépendante sur les massacres, sous prétexte d'ingérence, ainsi que dans sa lutte contre ce qu'il appelle le 'terrorisme'. Ces réactions arabes représentent une singularité du fait qu'elles s'inscrivent en contrechamp aux réactions de l'opinion publique internationale – en particulier de l'été 97 à l'hiver 98 – qui a montré une intense solidarité avec le peuple algérien et une forte mobilisation en vue de mettre un terme aux massacres en Algérie.

Comprendre le fondement et le but de ces réactions requiert une appréciation de l'aide des gouvernements arabes au régime militaire algérien qui a été multiple et multiforme, allant du soutien diplomatique sur le plan international et surtout régional à l'aide financière accordée par certains pays du Golfe pour financer l'effort de guerre en Algérie. Mais l'aide arabe au régime algérien a été principalement dans le domaine sécuritaire et médiatique.

Ce sont des illustrations abrégées de cette aide multiforme qui sont proposées dans la section 2 de ces notes de réflexion. Dans la section 3, quelques éléments d'explication du constat fait dans la section 2 seront proposés. Ces notes seront résumées et conclues dans la section 4.

2. Facettes du soutien arabe au régime algérien

Ce texte n'a pas la prétention de traiter de manière exhaustive les nombreuses facettes du soutien de l'ensemble des régimes arabes au pouvoir militaire algérien. Il se limitera à citer quelques actions menées dans le monde arabe en faveur d'Alger. Ces actions portent sur les plans politique et diplomatique, sécuritaire, financier, idéologique et médiatique.

2.1. Soutien politique et diplomatique

La diplomatie arabe a joué un rôle important de soutien au régime algérien au plan international. Ce soutien a pris souvent la forme de lobbying en faveur d'Alger auprès des pays occidentaux et des organisations internationales

+

+

+

+

et s'est manifesté tant au niveau individuel de chaque pays que collectif comme au sein de la Ligue des Etats arabes.

En Algérie, la société, le partis politiques représentatifs et les organisations des droits de l'homme ont appelé à une commission d'enquête sur les massacres. Un nombre croissant d'opinions publiques et d'Etats dans le monde ainsi que d'organisations internationales ont fait la même démarche. Alors que ces demandes avaient affaibli et isolé les dénégations du régime sur sa responsabilité et sur le principe de commission d'enquête, la plupart des pays arabes l'ont aidé à sortir de son isolement diplomatique en se faisant l'écho, au plan régional et international, des thèses du régime algérien selon lesquelles les responsables des massacres seraient uniquement et impérativement des islamistes, la commission d'enquête relèverait d'une ingérence, et l'Algérie aurait plus besoin d'une enquête et coopérations internationales contre le 'terrorisme' que d'une investigation sur les massacres. Par exemple, Amr Moussa, ministre égyptien des Affaires étrangères, a déclaré lors de rencontre de la Conférence de l'Organisation Islamique organisée à Téhéran en décembre 1997 que:

La menace extérieure contre le monde musulman, voire contre la civilisation islamique, est beaucoup moins grave que la menace qui lui est dirigée de l'intérieur, et qui émane, malheureusement, de membres de la société musulmane ayant choisi, consciemment ou non, de porter préjudice à l'Islam et d'altérer son image.¹

Amr Moussa a aussi appelé à faire face à ces menaces, 'notamment celles qui proviennent de l'intérieur, avec une volonté sincère, un vision lucide, et de manière sévère et tranchée.'² Il a par ailleurs demandé à ce que 'la préoccupation de la conférence islamique qui devrait arrêter des programmes étudiés et des propositions concrètes et constructives.'³

De son côté, Cheikh Hamdan bin Zaid al-Nahayan, ministre des Affaires étrangères des Emirats arabes unis, 'a appelé les pays arabes et la communauté internationale à aider le gouvernement algérien pour éliminer toutes les formes de terrorisme.'⁴ Le dirigeant libyen Moammar Kadhafi, qui a accusé les groupes islamistes d'être derrière les massacres en Algérie et dans d'autres pays arabes, a déclaré pour sa part que 'les membres de ces groupes terroristes étaient au départ recrutés par la CIA, à travers l'Arabie Séoudite, parmi la jeunesse arabe opprimée sous prétexte de combattre l'occupation soviétique de l'Afghanistan.'⁵ Les autorités irakiennes ont quant à elles 'rejeté catégoriquement toute tentative d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Algérie.'⁶

Au niveau de la Ligue des Etats arabes^A, à la fin du mois de septembre 1997, son secrétaire général Ismat Abdel Maguid a condamné 'les crimes ter-

^A La Ligue a toujours cautionné le régime algérien, notamment par l'envoi d'observateurs dont la mission est de valider les diverses élections truquées organisées en Algérie ces dernières années.

+

+

+

+

roristes horribles commis par les groupes terroristes contre les enfants innocents du peuple algériens,⁷ des crimes qualifiés d'actes transgressant les enseignements de toutes les religions ainsi que les idéaux et les valeurs de l'humanité.⁷ Ismat Abdel Maguid a aussi insisté sur la 'solidarité absolue de la Ligue avec le peuple algérien et avec sa direction nationale [et son soutien] à toutes les mesures qu'elle prend en vue de faire face à cette secte déviante et de l'éradiquer.⁸

Au mois de janvier 1998, alors que la campagne des massacres était à son paroxysme, que le peuple algérien était éprouvé par la terreur et le deuil, et que la préoccupation de la communauté internationale était des plus intenses, la Ligue arabe interviendra pour faire accréditer l'impression d'une pseudo-normalité en Algérie et désenclaver un régime acculé internationalement pour avoir failli à ses obligations de protection de sa population. Mohab Mekbel, secrétaire général adjoint de la Ligue, a déclaré après une visite à Alger que 'j'ai marché dans les rues d'Alger et de ses environs et je n'ai rien ressenti [de menaçant à la sécurité]. Tout est normal.⁹ Mohab Mekbel a ajouté que:

Le but principal était de réitérer la solidarité des pays arabes avec le gouvernement algérien. J'ai rencontré le ministre des Affaires étrangères et le président Zéroual, qui m'ont expliqué ce qui se passe dans leur pays et m'ont répété leur refus de toute ingérence extérieure. Ni le régime ni le peuple algériens n'ont besoin d'aide d'aucune sorte. Ce dont ils ont besoin, c'est de notre soutien pour lutter contre le terrorisme. Car les terroristes ont des ramifications à l'étranger, en particulier dans certaines capitales occidentales qui leur procurent l'hospitalité et leur permettent ainsi de financer les massacres perpétrés en Algérie. La Ligue arabe a fait sa part du travail: lors de la dernière réunion des ministres arabes de l'Intérieur, à Tunis en décembre, un accord général pour combattre le terrorisme a été dégagé. Alger souhaite que cet accord soit appliqué le plus vite possible.

Nous soutenons toutes les initiatives visant à combattre le terrorisme. La Ligue arabe appelle à faire tous les efforts pour en finir avec le terrorisme. Nous espérons qu'un accord international contraignant les Etats à lutter contre le terrorisme sera bientôt adopté, car ce fléau ne menace pas que l'Algérie.¹⁰

2.2. Coopération sécuritaire

Le soutien sécuritaire des Etats arabes au régime algérien a été très vite accordé à la suite du coup d'Etat de janvier 1992, principalement la Tunisie et l'Egypte^B. Premiers pays, aux côtés de la France, à soutenir le régime algérien, ils l'ont aidé sur plusieurs plans: envoi d'experts formateurs dans la répression, spécialistes dans la torture notamment, coopération dans les rensei-

^B Ces deux pays sont des pionniers dans la lutte anti-islamiste. Leurs expériences dans la répression des mouvements islamiques ne date pas d'hier ; elle remonte aux années 70 pour le régime Bourguiba-Benali, et aux années 50 pour le régime Nacer-Sadat-Moubarak.

+

+

+

+

gnements, garantie de l'herméticité des frontières algérienne en assurant l'extradition des Algériens qui fuient le pays pour se réfugier à l'étranger.

Outre l'Égypte et la Tunisie, bien d'autres pays ont été également généreux dans leur soutien au régime algérien. C'est le cas de la Syrie et de la Jordanie, qui ont coopéré dans l'entraînement de la police et des agents de renseignement, du Yémen, de la Palestine, de la plupart des pays du Golfe, de l'Irak, de la Mauritanie, d'Oman et même de la 'République islamique' du Soudan ainsi que du Maroc dont les autorités ne portent pas pourtant les généraux algériens dans leur cœur pour des considérations historiques bien connues.

La coopération sécuritaire a porté également sur la surveillance permanente, le contrôle sévère et parfois la répression féroce contre des citoyens algériens résidants dans certains pays arabes. Elle a porté aussi sur le refus d'accorder le statut de réfugiés aux Algériens demandeurs d'asile, ainsi que sur l'extradition d'activistes islamistes de certains pays comme la Tunisie, le Maroc, Lybie, Syrie et l'Arabie Séoudite vers l'Algérie, c'est-à-dire souvent vers la torture, la prison ou la mort.

La coopération sécuritaire a porté enfin sur la collaboration des services de renseignement de certains pays arabes dans l'infiltration et la manipulation de l'opposition islamique armée en Algérie par des agents d'origine arabe, ou formés dans des pays arabes, comme Abou Moussaab As-Souri (le Syrien) et Abou Quotada Al-Filastini (le Palestinien) et certains Afghans-Arabes, chefs idéologues du GIA spécialisés dans l'imprégnation de la théologie des *moukhabarat* qui légitime tout crime sur ordre d'officiers supérieurs.

C'est sur le plan politique surtout que la solidarité arabe dans le domaine sécuritaire s'est manifestée le plus clairement et l'ont assisté ces dernières années à l'élaboration d'une véritable doctrine arabe de la coopération sécuritaire.

Le Conseil des ministres arabes de l'Intérieur est la seule instance de la Ligue arabe, parmi des dizaines d'autres^C, qui fonctionne efficacement et se réunit régulièrement et dont les décisions sont prises à l'unanimité, avec conviction, et appliquées immédiatement et à la lettre. En janvier 1998, alors que l'Algérie était meurtrie par la vague des massacres qui ont coûté la vie à des milliers de citoyens innocents, le Conseil des ministres arabes de l'Intérieur tenait à Tunis sa 15^{ème} session. Il a adopté une convention en vue d'intensifier la lutte arabe contre le terrorisme. Cette convention de 43 articles, qui a été critiquée à plus d'un titre sur le plan juridique¹¹, n'est en définitive qu'une réaction collective des régimes arabes afin de sanctionner

^C La plupart des autres instances de la Ligue sont de véritables appareils bureaucratiques employés pour 'caser' des fonctionnaires arabes en fin de carrière

+

+

+

+

852

International Responses

leurs natures répressives et de légaliser les guerres qu'ils préparent face aux forces de changement populaire qui menacent leur pérennité politique.

2.3. Aide financière

Bien que la propagande entretenue par certains journaux algériens affirme que les mouvements de la société algérienne qui accordent à l'Islam et la langue arabe une place particulière dans le projet de reconstruction nationale sont financés par les pays du Golfe, la réalité est que le régime algérien a bénéficié des largesses de gouvernements de certains de ces pays comme l'Arabie séoudite et les Emirats arabes unis. Cette aide prend la forme de dons ou de prêts et se chiffre en milliards de dollars. Déjà en 1993, au lendemain du coup d'Etat militaire, le général putschiste Khaled Nézar a reçu lors de sa visite en Arabie Séoudite près de deux milliards de dollars. Les aides financières arabes, comme la rente pétrolière, n'ont pas été utilisées pour financer des projets d'utilité publique en Algérie, mais plutôt pour couvrir les frais de la guerre menée contre le peuple algérien.

2.4. Support idéologique

Les Algériens accordent en général beaucoup de respects aux autorités religieuses arabes. En l'absence d'une école algérienne en matière de sciences de la religion, résultat d'une école désintégrée sous l'effet de cent trente ans d'un colonialisme répressif de toute la vie intellectuelle et culturelle musulmane en Algérie, les Algériens se tournent souvent vers l'Orient pour répondre à certaines de leurs préoccupations en matière de droit islamique.

Cette situation a été exploitée à fond par le régime algérien qui a commandité, par l'intermédiaire des gouvernements arabes, des avis religieux en sa faveur, émanant d'autorités religieuses écoutées en Algérie^D. Une coordination s'est alors mise en place au niveau arabe pour mobiliser les oulémas agréés, portes-parole autorisés de l'Islam officiel, pour émettre des fatwas qui délégitimisent toute résistance armée, soit elle défensive et légitime, contre les régimes dictatoriaux. Le cas typique des ces oulémas de service est cheikh Saïd Ramadhan Al Bouti qui a été invité à la télévision algérienne^E pour condamner le 'terrorisme' qui serait, selon lui, derrière les massacres. Cheikh Tantawi, la plus haute autorité religieuse sunnite, le recteur d'al Azhar, n'a lui

^D D'un autre côté le régime algérien condamne, à travers ses relais médiatiques, l'école religieuse du *machreq* qui aurait contribué, selon lui, à l'émergence de l'islamisme en Algérie. Ainsi par exemple, le très modéré imam Mohamed el-Ghazali, qui a été pendant quelques années, au début des années 80, le recteur de l'université islamique de Constantine, fait l'objet de violentes critiques de manière permanente de la part des éradicateurs et de leurs facades au pouvoir. Pour Ali Kafi, président de l'Etat entre 1992 et 1994, l'imam Mohamed el-Ghazali et le feuilleton télévisé Djamel Eddine al Afghani sont 'les deux sources du mal intégriste en Algérie.'

^E La rue algérienne a estimé au lendemain de son allocution télévisée que *Al Bouti, al quoti dja y'sabouti* (Al Bouti, récipient creux, est venu saboter).

+

+

+

+

aussi ménagé aucun effort pour diaboliser les ‘terroristes qui terrorisent’ le monde arabe. Un petit nombre de oulémas du *machreq*, comme le cheikh Yousouf Al Qaradhaoui, ont cependant été plus prudents –en attendant les enquêtes à venir - et ont refusé de se prêter à une telle utilisation par les régimes arabes et ont tenu une position.

2.5. Propagande médiatique

Les médias arabes, contrôlés par la plupart par les régimes, et en particulier l’audiovisuel, ont été ordonnés de faire l’écho du discours officiel algérien. Comme leurs confrères algériens, ils se sont livrés, à quelques rares exceptions près telles la télévision Qatarite Al Jazeera, au mensonge, à la désinformation et à l’intoxication. Ils ont contribué à propager dans le monde arabe la rhétorique du régime algérien et son discours démonisateur au sujet de l’opposition authentique au régime, systématiquement qualifiée d’‘intégriste’, ‘anti-moderniste’, ‘barbare’, ‘obscurantiste’, ‘extrémiste’, ‘terroriste’, etc. La stratégie médiatique adoptée était claire: attribuer à l’adversaire politique toutes les horreurs, pour le délégitimer et légitimer son éradication.

Ainsi, ces médias ont entretenu une action psychologique dont le but politique était d’orienter l’opinion arabe. Ils ont permis de neutraliser la compassion arabe avec l’opposition algérienne ainsi que de renforcer la légitimité du régime algérien dans le monde arabe.

3. Fondements de la politique algérienne du monde arabe

C’est la conjugaison de plusieurs facteurs diplomatiques, politiques et socio-culturels qui sous-tendent aux réactions officielles du monde arabe face au conflit algérien, mentionnées plus haut. Ces facteurs se résument en un manque de volonté politique d’examiner de près la situation algérienne, un manque exploité par la diplomatie algérienne qui n’a ménagé aucun effort pour conditionner les classes politiques arabes en faveur du régime militaire d’Alger. Il faut ajouter à cela la situation politique et des droits de l’homme dans les pays arabes, proche sinon comparable à celle qui prévaut en Algérie, qui ne permet pas de condamner ce qui se passe en Algérie sans entrer dans des contradictions flagrantes. Il faut signaler en fin le manque de pression de la part de la classe intellectuelle arabe qui laisse les dirigeants agir à leur guise.

3.1. Apathie et désengagement arabe

Dans la plupart des capitales arabes, comprendre ce qui se passe en Algérie et assimiler le conflit que vit ce pays n’est pas une tâche prioritaire, même si le discours officiel dans le monde arabe affirme le contraire. Ce manque d’intérêt se traduit par un manque de moyens logistiques, matériels et hu-

+

+

+

+

moins investis par les diplomates, les organisations parapolitiques, les journalistes et les intellectuels arabes permettant de bien maîtriser le dossier algérien. Ce rôle est ainsi délégué au gouvernement algérien et aux pays occidentaux qui deviennent pour un grand nombre de pays arabes la principale source d'informations et d'analyses. Ce désengagement arabe envers un conflit des plus meurtriers de cette fin de siècle est à l'instar de la démission historique que vit le monde arabe.

3.2. Action diplomatique algérienne dans le monde arabe

Conscient du manque de volonté chez les régimes arabes d'appréhender la situation algérienne, le pouvoir militaire algérien a donné dès les premiers jours qui ont suivi le coup d'Etat de janvier 1992 une priorité à l'action diplomatique au monde arabe^F pour façonner à sa manière la perception arabe du conflit algérien. La diplomatie algérienne, qui n'a ménagé aucun effort pour convaincre les régimes arabes de la théorie des dominos, à savoir que la chute du régime algérien allait conduire nécessairement, tôt ou tard, à celle de l'ensemble des régimes arabes, avait pour mission d'assurer: a) la propagande pour le régime putschiste ; b) la mobilisation et la recherche de soutien et d'aide de toute forme ; c) le combat de l'opposition algérienne à l'extérieur du pays.

Des instructions ont été données à toutes les représentations diplomatiques algériennes et des délégations ont été envoyées aux capitales arabes pour expliquer et justifier l'arrêt du processus électoral. L'argumentaire de la diplomatie algérienne était axée autour de quelques idées clefs:

- 1) il ne s'agissait pas d'un coup d'Etat mais d'une démission du chef de l'Etat suivie d'un vide constitutionnel qui a nécessité des mesures spéciales ;
- 2) les élections interrompues étaient entachées de graves irrégularités ;
- 3) le FIS qui a fraudé à grande échelle visait à l'instauration d'une théocratie et l'interdiction de la démocratie ;
- 4) l'interruption du processus électoral a permis de sauvegarder le régime démocratique républicain en Algérie, l'unité du peuple et l'intégrité territoriale, ainsi que de sauvegarder les intérêts des pays frères et amis dans la région qui étaient menacés par l'instauration d'un Etat intégriste dans une région d'importance géostratégique vitale.

^F Bien que la tendance éradicatrice et francophile du régime algérien n'accorde aucun crédit à ce qui est arabe, y compris les régimes politiques, et n'éprouve que du dédain à leur égard, elle n'a pas hésité mettre de côté les considérations idéologiques pour s'allier avec eux dans la lutte anti-islamiste.

+

+

+

+

3.3. Dégradation de la situation des droits de l'homme dans le monde arabe

La plupart des régimes arabes ont un registre sombre dans le domaine des droits de l'homme. De la Syrie au Maroc, en passant par l'Arabie Séoudite, l'Égypte, la Tunisie, la Libye et même la Palestine sous l'autorité nouvellement constituée¹², les violations de ces droits (détentions arbitraires et torture en particulier) sont notoires et condamnées par les ONG internationales telles que *Amnesty International* et *Human Rights* et la Commission Arabe des Droits Humains. Dénoncer les violations des droits d'homme en Algérie remettrait en cause leur propre légitimité.

3.4. Carence de légitimité populaire dans le monde arabe

Une autre raison, incontestablement la plus déterminante, réside en ce que pour chaque régime arabe, le soutien au régime algérien l'est aussi, et surtout, à soi-même. Ces régimes ont peur des mouvements de contestation populaire et d'opposition politique authentiques car ils manquent presque tous de légitimité populaire. Étant donné qu'à présent l'opposition qui représente un défi réel pour eux est principalement l'opposition islamiste, à côté d'un mouvement démocratique authentique et certes embryonnaire mais qui se consolide davantage notamment du fait de l'adoption de plusieurs mouvements islamistes de certains principes démocratiques, ils ne la tolèrent pas. Dès que son expression devient trop visible, ils lui déclarent la guerre. L'accession des islamistes et/ou de démocrates authentiques aux sphères du pouvoir réel en Algérie aurait créé un fâcheux précédent pour ces régimes effrayés par l'implication du modèle d'alternance démocratique sur les sociétés dont ils ont confisqué la souveraineté.

Ainsi, dès l'annonce du coup d'État et la dégradation de la situation sécuritaire en Algérie, les régimes arabes ont exploité les événements douloureux en Algérie pour la consommation interne. Les médias arabes ont été utilisés pour propager un discours qui dissuade le citoyen arabe d'adhérer à tout mouvement authentiquement démocratique ou islamiste. Le message adressé à l'opinion arabe est simple: mieux vaut une dictature qui maintient l'ordre qu'une démocratie qui mène aux chaos islamiste. La situation algérienne devenait le cauchemar évoqué pour effrayer le citoyen arabe. On est allé jusqu'à parler d'«Algérianisation» du monde ou de pays arabes comme l'Égypte, à la suite du massacre de Louxor en 1997.

3.5. Absence d'une action intellectuelle

Ce qu'il faut noter aussi est que les positions officielles dans le monde arabe sont favorisées par l'absence d'une pression de l'opinion publique et d'un contre poids des intellectuels arabes. Dans des pays où l'opinion publique ne

+

+

+

+

compte pas dans la sphère politique, où le citoyen est muselé et opprimé, et où la classe intellectuelle est domptée, il est clair que les dirigeants ont toutes les libertés dans l'élaboration des politiques qui les arrangent au premier chef.

Une partie importante des intellectuels arabes a affiché une distance par rapport à la tragédie du peuple algérien, malgré la gravité de la situation. Fehmi Howeidi a affirmé dans les colonnes du quotidien *Asharq Al-Awsat* au sujet du conflit algérien que 'si sa solution s'avère impossible à l'intérieur, le silence international devient alors complicité et crime.' De son côté, le journaliste Khalil Hachemi-Idrissi a déclaré dans son article 'Sauvons les Algériens', publié après le massacre de Bentalha, que: 'Nous, les Marocains, nous avons à l'égard de nos frères Algériens un devoir de parole, d'assistance et d'ingérence humanitaire. Il n'est plus possible de se taire et de laisser les Algériens abandonnés à leur sort macabre.'¹³ Quant à Abdul Rahman Al Rashed il a condamné le silence arabe dans un article intitulé 'Le silence sur nos propres crimes' dans lequel il affirme que:

La justice est indivisible et pourtant, dans le monde arabe, il semble qu'un seul ennemi mérite d'être combattu. Apparemment, nous sommes aveugles aux crimes commis par des Arabes contre d'autres Arabes. En Algérie, le meurtre des femmes et des enfants dure depuis plus d'une année. C'est le type d'actes absurdes et brutaux que nous n'avons heureusement pas vus en Palestine en 50 ans. De même qu'ils n'ont pas été vus dans nos guerres du siècle passé. Malgré tout cela, personne ne les considère comme une question qui appelle à l'attention et à la prise de position. La justice demande au moins une condamnation publique des pareils actes. C'est le moins qui puisse être fait pour aider l'Algérie à mettre un terme à ces massacres.¹⁴

Salama Ahmad Salama, du quotidien égyptien *Al Abram*, a estimé pour sa part que: 'Le silence des pays arabes et musulmans face aux massacres en Algérie est honteux.'¹⁵ Le silence de l'intelligentsia arabe a aussi été critiqué par six intellectuels arabes qui ont lancé en novembre 1997 un 'appel au refus collectif de la folie meurtrière'. Il s'agit de Gamal Ghitany (Egypte), Taha Ben Jelloun (Maroc), Elias Khoury (Liban), Hanan El Cheikh (Liban), Michel Khleifi (Palestine), Fethi Benslama (Tunisie) qui ont 'réclamé une réunion des intellectuels arabes indépendants des pouvoirs pour 'créer un choc psychologique' dans le monde arabe et au-delà.'¹⁶

La classe intellectuelle arabe ayant réagi à la tragédie algérienne se divise en trois catégories. La première, la plus importante, est constituée d'intellectuels 'de service' incapables de se détacher des pouvoirs, qui ont préféré se faire l'écho dans leurs interventions et leurs écrits des positions de leurs gouvernements. Ils ont été les vecteurs de la politique de la peur. Ils ont récupéré les massacres en Algérie pour 'affoler les masses arabes' et, par là, confirmer la légitimité des ordres établis comme 'moindre mal' et 'rempart à la menace', au 'chaos et à la barbarie'. Ce type d'intellectuels a été vivement

+

+

+

+

critiqué par Fehmi Howeidi, qui dans un article intitulé ‘Appel à une réflexion différente sur la tragédie algérienne’, a estimé que:

Il est vraiment suspicieux et honteux de constater la position de certains intellectuels qui ne veulent pas ouvrir leurs yeux sur les faits curieux en Algérie. Ils se contentent du rôle de cornets qui répètent tout ce qu’affirment les communiqués officiels partiels et tendancieux. S’ils avaient utilisé leur capacités intellectuelles de façon équilibrée et honnête, et s’ils avaient réfléchi un seul instant d’une manière libre et objective, ils auraient pu prononcer une parole de vérité qui rendrait justice au peuple algérien et qui éclairerait l’opinion sur sa véritable souffrance et sur l’identité de ses assassins et tortionnaires.¹⁷

La seconde catégorie est composée d’intellectuels indépendants des pouvoirs qui ont pris position par rapports aux massacres, mais qui n’ont pas pris le temps ni investi les moyens pour appréhender le conflit algérien dans sa complexité et se sont contentés des stéréotypes entretenus par le régime algérien et ses relais médiatiques en Algérie et à l’étranger. Dans cette catégorie d’intellectuels entrent aussi nombreux oulémas qui prennent souvent des positions sans connaissance des tenants et des aboutissants de la question sur laquelle ils se prononcent. Par exemple, au moins deux pétitions ont été lancées par un groupe de oulémas en faveur de la ‘réconciliation en Algérie’. Même si louables dans les intentions, la superficialité dans la compréhension du conflit algérien qu’elles trahissent, et la frappante naïveté politique de leurs formulations, font qu’elles ont malheureusement pris la forme de caution au pouvoir. Aucune d’elles n’a évoqué la nécessité d’enquêtes pour établir la vérité sur les horreurs qui se passent en Algérie.

Enfin la troisième catégorie comprend une faible minorité d’intellectuels qui ont pris des positions lucides qui reflètent une compréhension profonde du conflit algérien. C’est le cas, par exemple, de Fehmi Howeidi qui dans son article ‘Dix leçons à tirer de la tragédie algérienne: non à une démocratie sans démocrates et terroriser les terroristes n’est pas une solution’, publié à la fin janvier 1998 dans *Al Majallah*¹⁸, a montré sa capacité d’analyser et de synthétiser les causes du mal algérien^G.

L’un des sujets qui a divisé les intellectuels arabes est le sujet de l’enquête sur les massacres. Alors que la plupart d’entre eux se sont opposés à la constitution d’une commission d’enquête, un petit nombre a réagi en faveur d’une telle idée. Le journaliste Qasy Saleh Ad-Darweesh a jugé qu’‘en l’absence d’autres possibilités pour arrêter les massacres, oui à l’intervention étrangère.’¹⁹ Abdul Rahman Al Rashed, bien que convaincu que le régime algérien est innocent, a jugé qu’une enquête internationale est utile est nécessaire.²⁰ Fehmi Howeidi a estimé quant à lui dans son article ‘Avant que

^G C’est d’ailleurs Fehmi Howeidi qui avait en 1994 quitté le groupe de médiateurs qui étaient chargés par Zéroual d’entamer des entretiens avec Abassi Madani et Ali Benhadj, dès le moment où il avait compris que les généraux algériens n’étaient pas sincères leur démarche de dialogue et de paix.

+

+

+

+

l'Algérie ne se transforme en un grand cimetière' que 'l'intervention n'est pas une solution idéale mais, dans le cas de l'Algérie, elle représente un remède amer indispensable.'²¹ Salama Ahmad Salama a pour sa part critiqué le refus des autorités algériennes pour une commission d'enquête, affirmant que les arguments de ces autorités étaient 'insuffisants et non convainquants. Ils semblent, au contraire, dissimuler un crime horrible.'²²

4. Conclusion

Cet article a rendu compte de quelques aspects du soutien des régimes arabes à Alger, même dans la période la plus noire où le peuple algérien a connu les terrifiants massacres à grande échelle. Il a aussi présenté quelque éléments qui aident à comprendre la politique algérienne du monde arabe.

Il s'est avéré que l'idée même de 'monde arabe' n'est perçue que comme l'univers dans lequel se réunissent les intérêts des castes qui gouvernent un certain nombre de 'républiques' et de monarchies qui ont en commun la langue du Coran. Même si souvent elles divergent totalement sur les plans idéologique et politique, ces castes ont un seul souci majeur qui les unit: la lutte pour la survie. Contrairement aux gouvernements occidentaux qui ont soutenu le pouvoir algérien pour leurs intérêts nationaux: géostratégiques d'abord, mais aussi le bien-être de leurs peuples et la prospérité de leurs opérateurs économiques, ceux du monde arabe l'ont fait pour l'intérêt des castes et des clans et non des peuples arabes. La Ligue arabe, comme la plupart des organisations régionales telles que l'Organisation de la Conférence Islamique, le Conseil de coopération des pays du Golfe, l'Union du Maghreb arabe ou l'Organisation de l'unité africaine, n'est qu'un club où se négocient les intérêts des gouvernants, et non des peuples, de ses pays membres. Ces peuples, principaux concernés par toute œuvre d'unification ont, quant à eux, toujours été exclus des diverses démarches de rapprochement interarabe. La volonté de servir les intérêts des pouvoirs prime sur celle de servir les intérêts des peuples. Dans cette perspective, il était donc prévisible que les gouvernements arabes apportent leur soutien au régime algérien pour assurer sa pérennité et la leur.

En guise d'explication des massacres qui ont ensanglanté l'Algérie, l'ambassadeur d'Egypte en Algérie, M. Amin, affirmait en mars 1998 que

les Algériens sont plus frustes que les Egyptiens ou leurs voisins au Maroc et en Tunisie. Ils ont un bon cœur, mais dans leurs rapports quotidiens ils sont violents, durs et dépourvus des manières douces d'un peuple civilisé. Ceci est dû principalement à la souffrance éprouvée sous la France.²³

+

+

+

+

Les Régimes Arabes et le Conflit Algérien

859

Cette observation, loin d'être singulière^H, est typique de certaines élites arabes qui, dans le miroir de l'Algérie meurtrie par les massacres, trouvent la légitimation des ordres qu'ils représentent, parfois l'image assouvissante du besoin qu'un peuple leur soit déclaré inférieur, ainsi que le mirage d'être admis dans ce qu'ils perçoivent comme le 'club de la civilisation'.

En réalité, à l'image des élites arabes aliénées, à la mémoire et à la conscience sélectives, l'ambassadeur égyptien passe sous silence l'existence de tortionnaires 'violents, durs et dépourvus des manières douces d'un peuple civilisé' dans les centres de détention en Egypte. Ces tortionnaires déchirent, au chalumeau et au bâton électrique, la chair, la voix, l'âme, la conscience, la liberté et l'avenir de leurs compatriotes égyptiens, comme en ont rendu compte et dénoncé à maintes les organisations des droits de l'homme telles que *Amnesty International* et *Human Rights Watch*. Le problème des violations des droits de l'homme dans le monde arabe est réel, incontournable et frustrant, quand bien même l'occulteraient l'amnésie et l'amoralité des régimes arabes aux 'manières douces'.

Le peuple algérien a déjà consenti un lourd sacrifice lors de la première guerre d'Algérie (1954-1962) pour recouvrer sa liberté. Le combat qu'il mène aujourd'hui s'inscrit en continuité de sa lutte pour vivre dans la liberté et la dignité, pour son droit à choisir ses représentants et à les contrôler et pour instaurer un Etat de droit véritable, respectueux des droits civils, politiques, culturels, économiques et sociaux des citoyens. L'histoire enseigne que ces droits ne s'octroient pas par le 'bon cœur' des élites gouvernantes, mais s'arrachent par le travail, la lutte, la résistance et le sacrifice. C'est l'effort que nous Arabes, Egyptiens, Tunisiens, Marocains ou Algériens, devons investir pour consacrer un jour ces droits.

NOTES

¹ *Al Hayat*, 12 décembre 1997; *Agence France Presse*, 12 décembre 1997.

² Ibid.

³ Ibid.

⁴ CNN, 15 janvier 1998.

⁵ *Panafrican News Agency*, 2 septembre 1997.

⁶ *Al Quds* du 23 janvier 1998.

⁷ *Al Hayat* du 25 septembre 1997.

^H On retrouve cette même attitude chez les élites des deux voisins de l'Algérie : la Tunisie et le Maroc où l'on considère que le peuple algérien est un peuple non politisé, brutal et violent de nature.

+

+

+

+

860

International Responses

⁸ *Al Hayat* du 25 septembre 1997.

⁹ *Reuters*, 16 janvier 1998.

¹⁰ *Libération* du 26 janvier 1998.

¹¹ Voir l'article de Shafiq Al-Misri, 'La convention arabe de lutte antiterroriste: point de vue juridique', *Al Hayat* du 19 mai 1998.

¹² Voir Edward Said, 'Le Problème est la sauvagerie', *Al Hayat* du 29 janvier 1998.

¹³ Khalil Hachemi-Idrissi, *Maroc Hebdo*, No. 290, Automne 1997.

¹⁴ *Arab News*, Jeddah, du 3 mai 1997.

¹⁵ *The Australian News Net*, 15 janvier 1998.

¹⁶ *Le Monde* du 10 novembre 1997.

¹⁷ *Asharq Al-Awsat* du 5 mai 1997.

¹⁸ *Al Majallah*, no. 937 du 25 au 31 janvier 1998.

¹⁹ *Asharq Al-Awsat* du 16 janvier 1998.

²⁰ *Asharq Al-Awsat* du 16 janvier 1998.

²¹ *Asharq Al-Awsat* du 16 janvier 1998.

²² *The Australian News Net*, 15 janvier 1998.

²³ L. Marlowe, 'Why Conflicts in Egypt and Algeria now differ', *The Irish Times* du 17 mars 1998.

+

+